

Expert en Audit, contrôle et conseil

RNCP35008 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	314, 313
Formacode(s)	32695, 32650
Code(s) ROME	M1204, M1202
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	14/10/2020
Date d'échéance	14/10/2025

Certificateur(s)

INSEEC EXECUTIVE EDUCATION · SIRET : 51779873200015

SOCIETE POUR LA FORMATION DE L'ENTREPRISE ALPES SAVOIE · SIRET : 75315914400017

MBA INSTITUTE · SIRET : 50388652500024

CENTRE D ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST · SIRET : 33764282100066

CTRE ETUDES FORMATION ALPES SAVOIE · SIRET : 75313914600017

CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES · SIRET : 37815351400021

INSTITUT FRANCAIS DE GESTION · SIRET : 43219776200185

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST · SIRET : 33764282100074

Partenaires habilités

11 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 11 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
ADEFI FORMATION	49815719700035	Former et organiser l'évaluation
ADEFI FORMATION	49815719700050	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST	33764282100074	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN MEDITERRANEE	97855127300011	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST	91487009200022	Former et organiser l'évaluation
CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES	37815351400021	Former et organiser l'évaluation
CTRE ETUDES FORMATION ALPES SAVOIE	75313914600017	Former et organiser l'évaluation
DATASCIENTEST	83145006900024	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT FRANCAIS DE GESTION	43219776200185	Former et organiser l'évaluation
MBA INSTITUTE	50388652500024	Former et organiser l'évaluation

Liste complète des 11 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rncp35008-expert-en-audit-contrôle-et-conseil/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La certification «Expert(e) en Audit, Contrôle & Conseil » vise à répondre à l'évolution des besoins en compétences du secteur de la finance. L'évolution de ces compétences découlent de la mutation des activités et des métiers du secteur de la finance : accroissement de l'environnement réglementaire, du volume de données à traiter et analyser, de la digitalisation, de la technicisation, de la professionnalisation des missions et de l'environnement concurrentiel.

ACTIVITÉS VISÉES

Pilotage de la performance d'une l'entreprise

Contrôler la performance d'une entreprise

Réalisation du contrôle et l'audit

Animation du contrôle

Conseil et information en fiscalité et droits des affaires

Animation des équipes métiers dans le cadre d'une mission d'audit et d'analyse de performance

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Afin de fixer des objectifs chiffrés en fonction de l'activité de l'entreprise et du marché, établir des prévisions budgétaires en animant le processus budgétaire (volume d'activités, recettes et dépenses prévisionnelles...) en lien avec les autres départements.

A partir des objectifs chiffrés et des moyens (humains, opérationnels, et financiers) mobilisables, concevoir un système d'information de gestion en élaborant et en implémentant des outils de calculs de la performance afin de fluidifier les échanges de données entre les différents systèmes d'informations existants.

A partir des prévisions budgétaires précédemment établies et en lien avec le système d'information de gestion, calculer et analyser les écarts de gestion pour évaluer la performance de de l'activité

Afin de proposer les mesures correctives propres à rapprocher résultats et objectifs (Efficacité), résultats et moyens (Efficience), mettre en œuvre les différentes formes de tableau de bord (stratégique, de gestion, opérationnel, sociale et environnementale).

Afin d'atteindre les objectifs fixés au budget, établir des recommandations de stratégies de prix et tarifs, de volume d'activités et de maîtrise des coûts permettant d'orienter la stratégie de l'entreprise.

Pour valider la pertinence de nouveaux projets, procéder aux calculs de rentabilité présents dans le business plan en déterminant les coûts directs et le point mort.

Élaborer une cartographie des risques internes et externes à l'entreprise en s'appuyant sur une analyse sectorielle afin de préparer la mise en place d'un contrôle permettant d'identifier les enjeux et les risques propres à l'entreprise.

Mettre en œuvre/place une démarche d'audit (opérationnel, stratégique et financier) pour évaluer les risques de l'activité et les maîtriser.

A partir de l'audit d'une entreprise, établir des recommandations stratégiques dans le but d'atteindre un niveau de risque fixé.

Afin d'améliorer le traitement des données opérationnelles (dont informations clients), financières, ou encore des contacts clients, automatiser la collecte des informations en mettant en place un système d'information.

Mettre en œuvre et piloter une démarche d'amélioration continue portant notamment sur le système d'information de gestion et la qualité des données afin d'optimiser les processus comptables et financiers et de détecter plus rapidement les risques et les sources de gains.

Identifier les risques légaux (financiers, fiscaux, pénaux...) en s'appuyant sur une analyse continue des textes réglementaires et de diagnostics afin d'évaluer leurs incidences sur l'activité de l'entreprise.

A partir du diagnostic fiscal et juridique mener des analyses comparatives dans un contexte international en s'appuyant sur les normes en vigueur (US GAAPs, IFRS, françaises) pour identifier des opportunités fiscales.

Proposer les solutions juridiques et fiscales en s'appuyant sur la méthodologie des contentieux et des procédures d'escalade juridiques et fiscales vue de soutenir les différentes opérations de gestion (création d'une nouvelle société, filiale, opération de fusion-acquisition).

Gérer les litiges et les contentieux commerciaux en appliquant les procédures réglementaires afin de proposer une résolution.

Élaborer une cartographie des problématiques métiers en s'appuyant sur une analyse des contraintes, de l'éthique et de la déontologie inhérentes à chaque métier au regard des objectifs préalablement défini afin de pouvoir identifier les points forts et les pistes d'amélioration des processus d'une activité.

Piloter une équipe dans un environnement international et transversal afin d'optimiser les performances individuelles

et collectives en identifiant et explicitant les problématiques managériales, en adaptant les compétences individuelles au référentiel métier et en définissant des fiches de postes.

Conduire le projet d'amélioration continue et/ou le plan d'action en établissant des moyens de communication entre les acteurs opérationnels, managers de proximité et managers stratégiques afin de fluidifier les processus de mise en œuvre

Proposer des solutions en analysant et en sélectionnant les arguments financiers, techniques et légaux afin de convaincre les parties prenantes de la pertinence des pistes d'amélioration et de minimiser les risques.

Blocs de compétences

RNCP35008BC01 — Piloter et contrôler la performance de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Afin de fixer des objectifs chiffrés en fonction de l'activité de l'entreprise et du marché, établir des prévisions budgétaires en animant le processus budgétaire (volume d'activités, recettes et dépenses prévisionnelles...) en lien avec les autres départements.

A partir des objectifs chiffrés et des moyens (humains, opérationnels, et financiers) mobilisables, concevoir un système d'information de gestion en élaborant et en implémentant des outils de calculs de la performance afin de fluidifier les échanges de données entre les différents systèmes d'informations existants.

A partir des prévisions budgétaires précédemment établies et en lien avec le système d'information de gestion, calculer et analyser les écarts de gestion pour évaluer la performance de l'activité.

Afin de proposer les mesures correctives propres à rapprocher résultats et objectifs (Efficacité), résultats et moyens (Efficience), mettre en œuvre les différentes formes de tableau de bord (stratégique, de gestion, opérationnel, sociale et environnementale).

Afin d'atteindre les objectifs fixés au budget, établir des recommandations de stratégies de prix et tarifs, de volume d'activités et de maîtrise des coûts permettant d'orienter la stratégie de l'entreprise.

Pour valider la pertinence de nouveaux projets, procéder aux calculs de rentabilité présents dans le business plan en déterminant les coûts directs et le point mort.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas

RNCP35008BC02 — Réaliser et animer le contrôle et l'audit au sein de l'entreprise ou pour un client

LISTE DE COMPÉTENCES

Élaborer une cartographie des risques internes et externes à l'entreprise en s'appuyant sur une analyse sectorielle afin de préparer la mise en place d'un contrôle permettant d'identifier les enjeux et les risques propres à l'entreprise.

Mettre en œuvre/place une démarche d'audit (opérationnel, stratégique et financier) pour évaluer les risques de l'activité et les maîtriser.

A partir de l'audit d'une entreprise, établir des recommandations stratégiques dans le but d'atteindre un niveau de risque fixé.

Afin d'améliorer le traitement des données opérationnelles (dont informations clients), financières, ou encore des contacts clients, automatiser la collecte des informations en mettant en place un système d'information.

Mettre en œuvre et piloter une démarche d'amélioration continue portant notamment sur le système d'information de gestion et la qualité des données afin d'optimiser les processus comptables et financiers et de détecter plus rapidement les risques et les sources de gains.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas

RNCP35008BC03 — Conseiller, informer en matière de fiscalité et droits des affaires

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les risques légaux (financiers, fiscaux, pénaux...) en s'appuyant sur une analyse continue des textes réglementaires et de diagnostics afin d'évaluer leurs incidences sur l'activité de l'entreprise.

A partir du diagnostic fiscal et juridique mener des analyses comparatives dans un contexte international en s'appuyant sur les normes en vigueur (US GAAPs, IFRS, françaises) pour identifier des opportunités fiscales.

Proposer les solutions juridiques et fiscales en s'appuyant sur la méthodologie des contentieux et des procédures d'escalade juridiques et fiscales vue de soutenir les différentes opérations de gestion (création d'une nouvelle société,

filiale, opération de fusion-acquisition).

Gérer les litiges et les contentieux commerciaux en appliquant les procédures réglementaires afin de proposer une résolution.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas

RNCP35008BC04 — Animer des équipes métiers dans le cadre d'une mission d'audit et d'analyse de la performance

LISTE DE COMPÉTENCES

Élaborer une cartographie des problématiques métiers en s'appuyant sur une analyse des contraintes, de l'éthique et de la déontologie inhérentes à chaque métier au regard des objectifs préalablement défini afin de pouvoir identifier les points forts et les pistes d'amélioration des processus d'une activité.

Piloter une équipe dans un environnement international et transversal afin d'optimiser les performances individuelles et collectives en identifiant et explicitant les problématiques managériales, en adaptant les compétences individuelles au référentiel métier et en définissant des fiches de postes.

Conduire le projet d'amélioration continue et/ou le plan d'action en établissant des moyens de communication entre les acteurs opérationnels, managers de proximité et managers stratégiques afin de fluidifier les processus de mise en œuvre.

Proposer des solutions en analysant et en sélectionnant les arguments financiers, techniques et légaux afin de convaincre les parties prenantes de la pertinence pistes d'amélioration et de minimiser les risques.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation ;

Etude de cas

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'Expert(e) en Audit, Contrôle & Conseil exerce en tant que salarié au sein de cabinets comptables ou d'audit, de services comptables de grandes entreprises, de Petites et Moyennes Entreprises et d'organismes de service public (Mairie, Préfecture,...), de société de conseils en gestion en relation avec différents services et intervenants d'entreprises. Les missions d'audit peuvent également faire l'objet d'un exercice sous statut d'indépendant. L'activité varie selon le secteur et l'organisation de la structure. En fonction des missions qui lui sont confiées, ainsi que de l'entreprise dans laquelle il exerce ses activités.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les intitulés de postes sont principalement :

Contrôleur de Gestion

Auditeur Financier / Auditeur

Consultant Comptable / Consultant Finance / Consultant en Gestion

Responsable Comptable

Juriste en Droit Bancaire & Fiscalité / Juriste activités des marchés financiers

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Aucune

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 699 €

Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	24 883
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Niveau 6 ou équivalent dans le domaine concerné

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Le jury est composé de 6 membres, dont 3 professionnels du domaine extérieur à la certification

COMPOSITION DU JURY — VAE

Président du jury (professionnel externe, directeur ou chef d'entreprise du secteur) ;

1 professionnel externe du secteur ;

1 membre de l'organisme de formation.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	6 735 €
Selon la branche	3 991 € – 7 100 €
Prise en charge	Branches concernées
6 735 €	Valeur par défaut · 192 branches
7 100 €	CNPE des sociétés financières, CPNE Banque, CPNE Branche Caisse d'Epargne, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE de la branche Banque Populaire
6 992 €	CPNE des Métiers de la Transformation des Grains, CPNE industries alimentaires diverses, CPNEFP Transformation Laitière, CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés, CPNEFP des industries charcutières
7 024 €	CPNEFP des commerces de gros
6 660 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
6 300 €	CPNEFP de la métallurgie
5 850 €	CPNEF inter-secteurs papier carton
4 000 €	CPNE Menuiseries Charpentes et portes planes

Base légale

Date de décision	14/10/2020
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	14/10/2025

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2018	67	0	97 %	100 %
2017	37	0	100 %	100 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP31204

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP41331

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/35008/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	50
Parcours menés à terme	51
Taux d'achèvement	102 %
Période	05/2022 – 06/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	62
Montant total engagé	201 262 €
Coût moyen par dossier	3 246 €
Durée moyenne	464 h
Période	04/2021 – 10/2025
France compétences	79 %
OPCO	11 %
France Travail	5 %

Reste à charge titulaire	4 %
---------------------------------	-----

Entreprise	2 %
-------------------	-----

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.